

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 21 novembre 2024

Le gouvernement a présenté au Congrès le projet de budget 2025 (*Paquete Economico 2025*), qui prévoit de ramener le déficit public à 3,9 % du PIB, après un déficit record prévu à 5,9 % en 2024.

LE CHIFFRE A RETENIR

3,9 %

Déficit public prévu dans le
Paquete Economico 2025

Dans la première partie du projet de budget qui établit le cadre macroéconomique estimé pour 2025, le ministère des Finances (SHCP) anticipe une croissance économique comprise entre 2 % et 3 % pour 2025, une projection optimiste par rapport au consensus de marché (1 %) ainsi qu'aux prévisions de la Banque centrale (1,1 %) et du FMI (1,3 %). Le ministère des Finances table en outre sur la poursuite de la stratégie de normalisation monétaire par la Banque centrale (Banxico) avec un taux d'atterrissage prévu à 10 % d'ici la fin de l'année et à 8 % fin 2025, en accord avec le consensus de marché.

Le *Paquete Economico 2025* prévoit de ramener le déficit public sous la barre des 4 % grâce à une hausse des recettes budgétaires, et des recettes fiscales en particulier, et une baisse des dépenses en termes réels. Les estimations du ministère des Finances sont plus optimistes que celles du consensus de marché, qui prévoit un déficit entre 4,1 % et

4,5 % du PIB en 2025. Le niveau de la dette publique devrait se maintenir à 51,4 % du PIB d'après les prévisions du *Paquete Economico 2025*.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'agence de notation Moody's a confirmé la note souveraine de la dette mexicaine à long terme en devise étrangère à Baa2, mais a abaissé sa perspective de « stable » à « négative ». Ce changement refléterait les préoccupations croissantes liées à l'affaiblissement du cadre institutionnel ainsi qu'au manque de flexibilité budgétaire. En outre, avec un déficit public estimé par Moody's à 6 % du PIB en 2024, marquant une rupture significative avec la tradition historique de prudence budgétaire, la consolidation budgétaire s'avère d'autant plus complexe. L'agence souligne également les risques liés à la réforme du système judiciaire, qui pourrait affaiblir les contrôles institutionnels et nuire à la stabilité économique et fiscale. Par ailleurs, les passifs contingents de Pemex continuent de peser sur les finances publiques. La société pétrolière, dont la note a déjà été dégradée de B3 à B1 en février, représente une menace pour la soutenabilité de la dette à long terme du gouvernement selon Moody's. Le ministère des Finances (SHCP) a tempéré l'impact de ce changement dans un communiqué, insistant sur la résilience des finances publiques et les opportunités économiques, notamment via le *nearshoring*. Néanmoins, Moody's a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Mexique : 1,5 % en 2024 et 1,3 % en 2025 (contre 2,4 % pour 2024 et 1,5 % précédemment estimés), confirmant les défis auxquels devraient être confrontée l'économie mexicaine.

Entre janvier et septembre 2024, le Mexique a attiré 35,7 Mds USD d'investissements directs étrangers (IDE), soit une augmentation de 8,5 % par rapport à la même période en 2023, selon Marcelo Ebrard, ministre de l'Économie. Ce montant établit un record historique, illustrant la forte dynamique économique du pays. Au troisième trimestre, les nouveaux investissements ont atteint 2,1 Mds USD, marquant une hausse de 133 % par rapport au trimestre précédent (900 M USD). Le ministre attribue cette progression au *nearshoring*, qui continue d'attirer des capitaux étrangers dans les secteurs manufacturiers et logistiques. Les États-Unis restent le principal partenaire économique, concentrant 44 % des flux d'IDE au premier semestre, tandis que les IDE totaux pour 2024 devraient atteindre un niveau record de 38,2 Mds USD. Lors d'une rencontre avec les médias, le ministre a précisé que, de 2016 à 2023, la Chine aurait investi 395,4 Mds USD en Amérique du Nord, dont seulement 0,4 % au Mexique, contre 68,1 % aux États-Unis et 31,5 % au

Canada. Ces chiffres, a-t-il souligné, contredisent les affirmations de certains législateurs américains selon lesquelles le Mexique serait le principal bénéficiaire des investissements chinois. Cette dynamique, soutenue par le traité T-MEC, conforte néanmoins le Mexique comme un acteur clé de la chaîne d'approvisionnement nord-américaine, malgré des défis persistants en matière d'infrastructure, énergie et climat des affaires.

G20

En marge du sommet du G20 à Rio de Janeiro, le Président de la République française et la Présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, élue en juin dernier, ont convenu de renforcer le partenariat stratégique entre leurs deux pays. Les discussions ont porté sur des sujets clés tels que la transition énergétique, la connectivité ferroviaire, le commerce et la protection de l'environnement. Ces efforts s'inscrivent notamment dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur l'Océan, qui se tiendra à Nice en juin 2025. Le Président français a également salué l'engagement de Mme Sheinbaum pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Dans cet esprit, la France accueillera en 2025 la 4^e Conférence ministérielle sur les politiques extérieures féministes, prenant ainsi le relais de Mexico. Enfin, les deux chefs d'État ont réaffirmé leur volonté de collaborer dans le cadre du Pacte de Paris pour les peuples et la planète, visant à concilier la lutte contre la pauvreté avec la préservation de l'environnement.

Lors de la session Lutte contre la faim et la pauvreté du G20 à Rio de Janeiro, la Présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a proposé d'allouer 1 % des budgets militaires mondiaux à un vaste programme de reforestation. Ce projet vise à mobiliser 24 Mds USD par an pour reboiser 15 M d'hectares (soit l'équivalent des surfaces combinées du Guatemala, du Belize et du Salvador), en employant 6 M de travailleurs. Inspirée du programme *mexicain Sembrando Vida*, cette initiative chercherait à conjuguer lutte contre le réchauffement climatique et développement social en réduisant la pauvreté dans les zones rurales. Sheinbaum a rappelé les succès de *Sembrando Vida*, financé à hauteur de 1,7 Md USD par an, qui soutient 439 000 familles au Mexique et 40 000 en Amérique centrale. En six ans, ce programme a permis de reboiser 1 M d'hectares, capturant 30 M de tonnes de CO₂ par an. Cependant, cette proposition ambitieuse contraste avec les orientations budgétaires nationales : pour 2025, le gouvernement Sheinbaum prévoit une réduction de 39 % du budget alloué au ministère de l'Environnement (Semarnat). Les ressources passeraient ainsi de 3,45 à 2,2 Mds USD, poursuivant une tendance baissière amorcée en 2016 et soulevant des questions sur la cohérence des priorités affichées en matière environnementale.

Lors d'une rencontre entre la Présidente mexicaine Claudia Sheinbaum et le Premier ministre canadien Justin Trudeau en marge du G20 à Rio de Janeiro, le Canada a exprimé son soutien à une révision « limitée » du T-MEC prévue en 2026, alignant sa position sur celle du Mexique. Les deux pays souhaitent maintenir l'évolution du traité aussi restreinte que possible, tout en restant ouverts à aborder de nouveaux enjeux comme les règles pour les véhicules zéro émission. Cette révision, prévue par l'article 34.7 du T-MEC, doit permettre d'évaluer l'opérationnalité de l'accord et d'envisager son extension pour 16 ans supplémentaires si toutes les parties l'approuvent. Le Canada plaide pour un renouvellement rapide afin de renforcer la prévisibilité pour les entreprises et les investisseurs, tout en approfondissant l'intégration économique en Amérique du Nord. Lors de leur rencontre, Sheinbaum et Trudeau ont souligné les bénéfices mutuels du T-MEC pour leurs économies et réaffirmé leur engagement à renforcer la compétitivité régionale. Cette unité contraste avec les tensions observées au Canada, où des figures conservatrices comme Danielle Smith et Doug Ford, Premiers ministres respectifs de l'Alberta et de l'Ontario, appellent à exclure le Mexique du T-MEC, l'accusant de favoriser l'investissement chinois au détriment des industries nord-américaines. En réponse, le ministre mexicain à l'Économie, Marcelo Ebrard, a défendu le cadre trilatéral comme essentiel à la prospérité régionale. Ces divergences illustrent les défis politiques entourant la révision du T-MEC, exacerbés par les incertitudes liées à l'approche protectionniste de Donald Trump, qui pourrait remettre en cause la stabilité de l'accord.

Finances publiques

Le budget 2025 (*Paquete Economico 2025*) présenté par le nouveau gouvernement met l'accent sur la consolidation, grâce à une hausse des recettes fiscales et une diminution des dépenses non programmables. La proposition de budget prévoit une hausse des recettes de 5,4 % en termes réels par rapport au budget 2024, permise par une hausse des recettes pétrolières de 4,6 % et une hausse des recettes non pétrolières de 5,6 %. En particulier, les recettes fiscales (qui représentent 66 % des recettes) devraient atteindre un record, en hausse de 2,6 % par rapport à 2024, sans création de nouveaux impôts ou augmentation des impôts existants. Selon les projections du Ministère des Finances (SHCP), la taxe sur la valeur ajoutée (+5,5 %) et l'impôt sur le revenu (+1,2 %) seront les principaux moteurs de la croissance des recettes fiscales. Les dépenses totales devraient enregistrer une baisse de 1,9 % en termes réels par rapport au budget 2024, qui s'explique par la baisse des recettes programmables (-3,6 %) contrebalancé par la hausse des recettes non programmables (+3,5 %). En particulier, le service de la dette devrait atteindre un niveau historiquement haut, représentant 3,8 % du PIB contre 3,7 % en 2024, devant les dépenses d'infrastructures (2,8 % contre 3,2 % en 2024), les dépenses de santé (2,5 % contre 2,9 %) et les dépenses d'éducation (3,2 % comme en 2024). Au total, le budget alloué aux pensions atteindrait 32 % des dépenses

programmables et 23 % des dépenses totales, avec une hausse importante en termes réels pour les pensions contributives (+4,8 %) et une légère baisse pour les pensions non contributives (-0,3 %). Le budget destiné au ministère de la Sécurité et de la Protection des citoyens (SSPC) serait également revu à la baisse (-36,2 %).

Dans le cadre du projet de budget 2025, l'administration de Claudia Sheinbaum prévoit une enveloppe de 7,4 Mds USD (79 % des dépenses en infrastructures) pour le développement des réseaux ferroviaires. Ce montant servira à achever des projets emblématiques comme le Train Maya (2 Mds USD) et le Mexico-Toluca (300 M USD), et à lancer de nouvelles lignes, notamment le Mexico-Querétaro (1,5 Md USD) et le AIFA-Pachuca (1,25 Md USD). Au total, huit des dix projets prioritaires en matière d'investissements dans les infrastructures pour 2025 concernent le ferroviaire, reflétant l'importance accordée à ce secteur dans la stratégie gouvernementale (les deux autres projets concernent les routes et les infrastructures hydrauliques, avec un budget identique d'1 Md USD chacun). Dans le détail, le budget ferroviaire est réparti entre trois institutions : le Secrétariat aux Infrastructures, Communications et Transports (4,2 Mds USD), le Secrétariat de la Défense Nationale (2 Mds USD), chargé du Train Maya, et le Secrétariat de la Marine (1,25 Md USD) pour le Train Interocéanique. Selon le ministre des Finances, Rogelio Ramírez de la O, cette stratégie vise à stimuler la compétitivité économique et à améliorer la mobilité, tout en répondant aux besoins logistiques et environnementaux du pays.

Le projet de budget 2025 pour Pemex, l'entreprise pétrolière nationale mexicaine, prévoit une réduction de 7,5 % de son financement, le ramenant à 23 Mds USD, tout en exigeant une augmentation de 9 % de sa production pétrolière, avec un objectif de 1,86 million de barils par jour d'ici fin 2025. Cette demande s'inscrit dans une stratégie visant à maximiser la rentabilité des projets à court terme, tout en consolidant les activités de transformation et d'exploration, selon budget 2025 (*Paquete Económico 2025*) dévoilé le 15 novembre. Sur les 23 Mds USD alloués, 10,4 Mds seront consacrés à l'investissement physique (-19 % en termes réels par rapport au budget 2024 adopté) et 9 Mds pour l'exploration et la production (-22 %). La transformation industrielle, incluant le raffinage et la pétrochimie, bénéficiera de 1,05 Md USD (-4 %) pour renforcer la production de dérivés pétroliers à haute valeur ajoutée et développer la chaîne des fertilisants et de la pétrochimie, tandis que 360 M USD seront affectés à la logistique (+85 %). Ces investissements visent à aligner la production sur les capacités de traitement des raffineries de Pemex, notamment la nouvelle raffinerie Olmeca. Cependant, la baisse de l'investissement physique suscite des inquiétudes. L'entreprise a déjà consommé 97,8 % de son budget 2024 à fin septembre, sans amélioration notable de sa situation financière. Pemex a enregistré une perte opérationnelle de 21,4 Mds USD sur les neuf premiers mois de 2024. Pour répondre à ces défis, le gouvernement prévoit une restructuration interne, incluant la disparition des filiales actuelles et une concentration des activités sous une gestion centralisée.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	21/11/2024
Bourse (IPC)	-0,66%	-4,45%	50 450,5 points
Change MXN/USD	-0,54%	18,37%	20,45
Change MXN/EUR	-1,47%	14,18%	21,40
Prix du baril mexicain	0,97%	-12,72%	64,42

Amérique centrale

Costa Rica

La compétitivité du Costa Rica stagnerait en 2024 selon le Conseil pour la promotion de la compétitivité. L'Indice National de Compétitivité (NCI) serait de 55,7 points en 2024, sans variation notable par rapport aux trois dernières années (entre 55 et 56,5 points). Cette stabilité serait due à des changements marginaux dans des domaines comme l'éducation, l'infrastructure et l'adoption de nouvelles technologies. Cependant, des disparités régionales importantes subsistent, avec 33 cantons en déclin de compétitivité et seulement 14 en amélioration. Le rapport 2024 indique une inégale répartition des ressources et des facteurs de production, ainsi que des disparités marquées en matière d'insécurité et de santé entre les territoires.

Le Costa Rica exprime son soutien à l'accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions à la pêche. L'accord interdit les subventions à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), à la pêche des stocks surexploités et à la pêche dans les zones non réglementées de la haute mer. L'accord prévoit également la création d'un fonds d'assistance technique aux pays les moins avancés pour les aider à mettre en œuvre leurs obligations en matière de protection des ressources halieutiques. Le Costa Rica aspirerait à se présenter comme un modèle, et l'adoption officielle de l'accord pourrait consolider ses efforts en faveur de la conservation marine et des pratiques économiques durables. Pour une entrée en vigueur de cet accord, l'approbation formelle des deux tiers des 166 membres de l'OMC est requise, soit 111 membres. A ce jour, l'accord a reçu le soutien de 59 pays et de l'Union européenne.

L'Institut national de la Statistique et du Recensement (INEC) prévoit une baisse de la population productive au Costa Rica dès 2035. La population en âge de travailler (15-64 ans) pourrait passer de 3,7 millions en 2034 à 3 millions en 2060, en raison d'un faible taux de fécondité et d'une baisse de l'immigration. Selon certains experts, cette situation pourrait engendrer des défis majeurs pour le système de retraite et la croissance de l'économie. En effet, un rapport de la Caisse de sécurité sociale du Costa Rica indique qu'en 2024, il y aurait 5 travailleurs pour chaque retraité, tandis qu'en 2070 ce ratio pourrait chuter pour atteindre 1,5 cotisant par retraité.

El Salvador

Le Salvador a lancé sa troisième offre de rachat d'obligations de l'année. Il s'agit d'obligations dont les échéances se situent entre 2027 et 2034, pour un montant de 2,6 Mds USD. L'Assemblée législative a autorisé l'émission d'une dette pouvant aller jusqu'à 1 Md USD. Cette opération s'ajoute aux deux d'ores et déjà réalisées en 2024, l'une en avril (qui a impliqué l'émission d'1 Md USD d'obligations à 12 % d'intérêt), l'autre en octobre. Le Président Bukele a indiqué que lors de cette dernière, le pays a racheté plus de 940 M USD de sa dette souveraine arrivant à échéance entre 2027 et 2052.

La BCIE allouera 646 M USD au Salvador en 2025 pour des projets d'infrastructure, nouveaux et en cours d'exécution. Le Président Bukele et la Présidente exécutive de la BCIE, Gisela Sánchez, ont tenu une « réunion bilatérale fructueuse » au Costa Rica dans le cadre d'une mission dans le pays centraméricain, a indiqué l'institution dans un message X. Selon les informations de la BCIE, 350 M USD sont destinés à de « nouveaux projets d'infrastructure » et 296 M USD à des « déboursements pour des projets en cours d'exécution ».

Guatemala

La loi sur la concurrence est adoptée en urgence nationale. Le Congrès a approuvé la loi sur la concurrence lors de la session plénière du 19 novembre, en un seul débat et avec 115 voix pour. Cette loi, promue par le parti présidentiel *Movimiento Semilla*, vise à garantir la libre concurrence et à sanctionner les pratiques déloyales. Parmi ses 121 articles, elle prévoit la création d'une surintendance de la concurrence, chargée d'enquêter, de sanctionner et de veiller au respect de la loi. La loi interdit les pratiques anticoncurrentielles telles que la manipulation des prix, la segmentation du marché, les restrictions de production et les accords sur les marchés publics. Elle sanctionne également les prix abusifs, la sous-cotation, la discrimination dans les conditions commerciales et les obstacles à l'accès aux intrants essentiels. Les amendes peuvent atteindre 600 M GTQ (près de 75 M EUR). Le conseil de la surintendance de la concurrence sera composé de représentants de la présidence de la République, du Congrès et du conseil monétaire, avec un mandat de six ans. La loi est en attente d'un examen de style et de la décision finale du président sur sa mise en œuvre. Pour rappel, le Guatemala était le seul pays d'Amérique Centrale sans loi sur la concurrence.

Félix Alvarado a démissionné de son poste de ministre des Communications, des Infrastructures et du Logement. Cette démission mettrait en lumière les difficultés rencontrées par ce ministère, marqué par des décennies de mauvaise gestion, de corruption et de travaux inachevés. Après sa démission, M. Alvarado a souligné ces problèmes, qu'il attribue à la pression exercée par les entrepreneurs, les maires et les députés. Selon l'ex-ministre, la corruption est le « lubrifiant » qui permettrait aux projets publics d'avancer, les pots-de-*vin* facilitant l'attribution des contrats, dans un système où les intérêts privés prédomineraient sur les besoins réels en infrastructures. M. Alvarado est le 12ème ministre en 16 ans, ce qui témoigne de l'instabilité au sein de cette institution clé pour le développement économique et social. Les secteurs des transports et des affaires s'inquiètent de l'impact de cette démission sur l'exécution des projets prioritaires et sur la compétitivité du pays.

Le Congrès approuve la loi sur les infrastructures routières, qui prévoit la réglementation de la modalité de passation des marchés. La loi, qui prévoit la création d'une direction des projets routiers prioritaires, vise à améliorer la gestion des projets et à attirer les investissements. Cependant, les experts jugent indispensable la continuité et la bonne gouvernance du ministère des Communications, Infrastructures et Logement (CIV) face aux problèmes historiques qui affectent l'infrastructure routière et le développement national.

La confrontation entre le Président Bernardo Arévalo et la procureure générale Consuelo Porras génère une grande crise institutionnelle. Différents secteurs sociaux et économiques appellent à un dialogue national pour résoudre le conflit qui paralyse la mise en place de l'agenda politique du parti présidentiel, notamment en matière de lutte anticorruption. Pour rappel, les confrontations avec le ministère public (MP) se sont intensifiées depuis l'entrée en fonction de

M. Arévalo, à l'image des propositions de réforme visant à écarter Mme Porras et des actions en justice contre les partisans du gouvernement, incluant le ministre des Finances et l'ex-ministre des Communications. Des leaders tels que Raquel Zelaya du think tank Asías et Carmen Torrebiarte du Cacif (association patronale) appellent à une rencontre entre l'exécutif, le Congrès et les tribunaux.

Honduras

L'UE a approuvé une allocation de 38,35 M EUR non remboursable afin de promouvoir des projets clés au Honduras. Selon le communiqué de l'Union européenne, 14 M EUR seront alloués à la gouvernance et aux processus de protection sociale et environnementale dans la construction du barrage El Tablón, 35 M EUR à la récupération durable du lac Yojoa, et 10 M EUR à la création d'un environnement favorable à la transparence et à la participation des citoyens dans les projets d'infrastructure.

Nicaragua

Le solde des réserves internationales brutes de la Banque centrale du Nicaragua aurait atteint 6 Mds USD entre janvier et octobre, soit une hausse de 13,7 % g.a. Les réserves ont néanmoins enregistré une baisse de 34,6 M USD entre septembre et octobre, principalement due à l'utilisation des ressources du secteur public non financier et aux paiements du service de la dette extérieure, partiellement compensés par l'entrée de ressources extérieures dans le secteur public non financier, les intérêts de l'étranger à la Banque centrale et les achats nets de devises au guichet de change.

Panama

Le Panama officialisera son adhésion en tant qu'État associé au Mercosur lors du sommet prévu les 5 et 6 décembre prochains. À la suite de cette intégration, le pays devrait engager des négociations directes avec l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil et le Paraguay. En effet, bien qu'il s'agisse d'un bloc commercial, le Panama devra établir des règles d'importation et d'exportation sur une base individuelle, ainsi que des mécanismes d'investissement et de coopération. Au cours de la dernière décennie, les exportations panaméennes vers les pays du Mercosur auraient atteint 62,6 M USD, dont 92 % vers le Brésil. Le Panama y exporterait principalement des déchets d'aluminium, de la ferraille et du poisson congelé. De plus, en 2023, les importations en provenance du Brésil représenteraient 1,2 Md USD (principalement des machines, des véhicules et des produits chimiques), 800 M USD en provenance d'Argentine (aliments transformés, produits pharmaceutiques et machines agricoles), 150 M USD en provenance d'Uruguay (produits laitiers, viande et produits du cuir), et 100 M USD en provenance du Paraguay (produits agricoles). Grâce à cette intégration

au marché commun, le Panama aspirerait à devenir la plate-forme d'entrée des produits du Mercosur en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

Le Panama pourrait recevoir 26,7 M USD d'indemnisation dans le cadre de l'assurance contre la pluie et les catastrophes naturelles, offerte par le Mécanisme d'assurance contre les risques de catastrophe des Caraïbes (Ccrif SPC). Cette indemnisation fait suite aux pluies exceptionnelles de novembre 2024. Elle s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de gestion financière des risques de catastrophes mise en place en 2014, qui vise à renforcer la capacité du pays à gérer les événements naturels grâce à des outils de gestion des risques. En novembre, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence et approuvé 100 M USD pour réparer les dommages dans le secteur agricole et soutenir les communautés touchées.

Caraïbes

Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'investissement direct étranger (IDE) représenterait moins de 10 % du PIB dans la majorité des économies des Caraïbes, à l'exception de trois pays. Le Guyana se distinguerait avec un ratio de 34 %, grâce à la croissance de l'industrie pétrolière, suivi d'Antigua-et-Barbuda (14 %) et de la Grenade (13 %). En revanche, des pays comme la Jamaïque, les Bahamas, la Barbade, la Dominique, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent-et-les Grenadines afficheraient des ratios d'IDE bien inférieurs à ceux des années précédant la pandémie. Ces faibles investissements risqueraient de freiner le développement des secteurs essentiels comme le tourisme, les infrastructures, l'éducation et la santé, limitant ainsi les moteurs de croissance.

Barbade

Le gouvernement de la Barbade a récemment finalisé un accord historique de 240 M USD appelé « swap dette-climat ». Ce mécanisme innovant pourrait permettre au pays de réorienter une partie de sa dette pour financer des projets liés à la lutte contre le changement climatique et à la gestion durable de ses ressources en eau. Cet accord inclut notamment des financements pour moderniser la station d'épuration des eaux usées de la côte sud, pour un système d'énergie solaire, pour la modernisation de l'approvisionnement en eau. Selon la Première ministre, cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large de protection de l'environnement marin et côtier du pays. Ce type de swap combine un allègement de la dette et des investissements pour le développement durable.

Cuba

Les autorités cubaines ont annoncé que l'économie cubaine devrait se contracter en 2024, signe d'une aggravation de la crise économique qui frappe l'île, mais également, conséquence des dégâts majeurs provoqués par le passage de deux ouragans suivis d'un séisme (6,8 sur l'échelle de Richter), enregistré à l'Est du pays. Les premières évaluations des dommages indiquent 37 000 ha de cultures et 381 installations agricoles affectées, avec des pertes estimées à 383 M de pesos cubains, soit 16 M USD. Les infrastructures publiques ont également subi des dégâts importants : 22 hôpitaux, 276 centres d'enseignement et plus de 34 000 logements devront être reconstruits. D'après les déclarations du ministre de l'Economie et celui du Commerce extérieur et de l'investissement étranger, ces catastrophes naturelles vont fortement peser sur l'économie cubaine. Les autorités, qui visaient une augmentation du PIB de 2 % pour 2024, ont d'ores et déjà annoncé un taux de croissance négatif, sans pour l'instant indiquer de chiffre prévisionnel.

République Dominicaine

La Banque Centrale de la République Dominicaine (BCRD) a reçu une contribution non remboursable de l'Union Européenne pour le programme régional « Verdissement du système financier des Caraïbes ». Ce programme, établi par l'Agence française de développement (AFD), suit les recommandations du *Network for Greening the Financial System* (NGFS) pour intégrer les risques climatiques dans les systèmes financiers, offrir une assistance technique et promouvoir l'échange de connaissances. La contribution de 5,85 M EUR financera des aides techniques, des subventions à l'investissement et des études, avec 500 000 EUR spécifiquement alloués à la BCRD pour des services de consultance. Cette donation représente un progrès significatif pour intégrer l'analyse des risques climatiques dans la stabilité macroéconomique et financière du pays.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Le PIB de Saint-Vincent-et-les-Grenadines (SVG) aurait augmenté de 6 % en 2023, avec une prévision de 5 % pour 2024, ce qui positionnerait le pays comme l'un des plus dynamiques de la région. Malgré des défis tels que la pandémie, les éruptions volcaniques et les ouragans récents, l'économie de SVG serait en bonne santé. Afin de créer et maintenir ce dynamisme, le gouvernement de SVG aurait investi dans des projets d'infrastructure tels qu'un nouvel hôpital, la rénovation de routes et une transformation numérique des services publics. Ces efforts viseraient à construire une économie durable tout en promouvant des partenariats public-privé afin d'encourager les investissements locaux.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

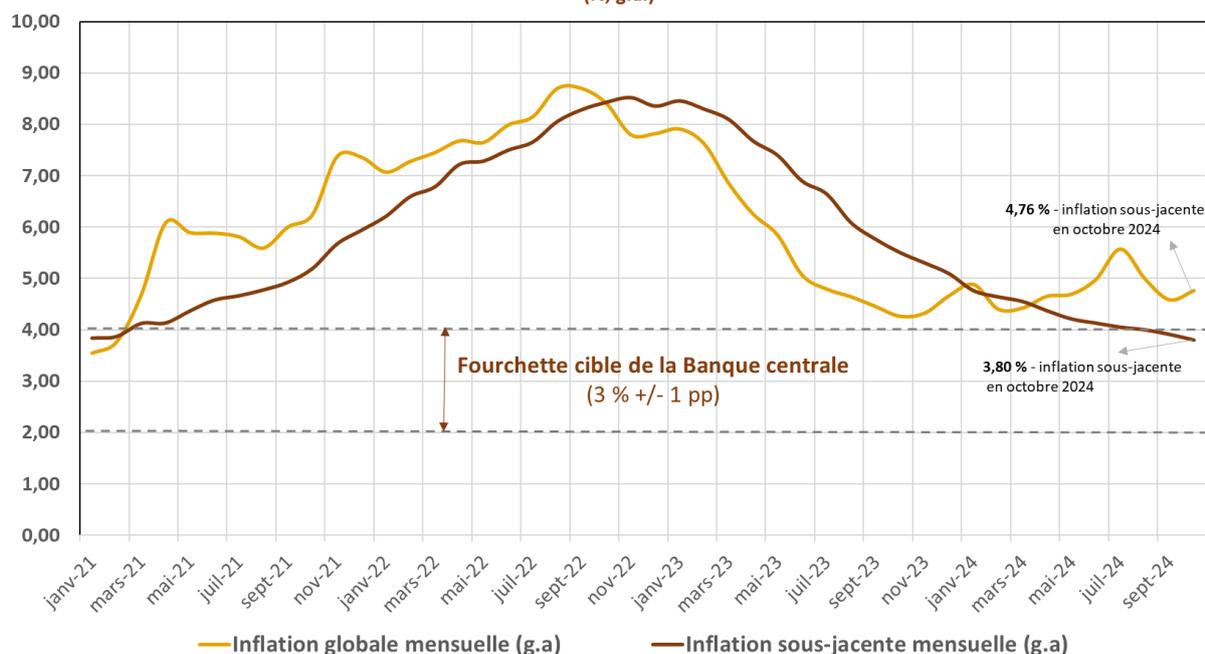
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,25%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,75%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,50%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	6,50%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

- Annexe Graphique Mexique -

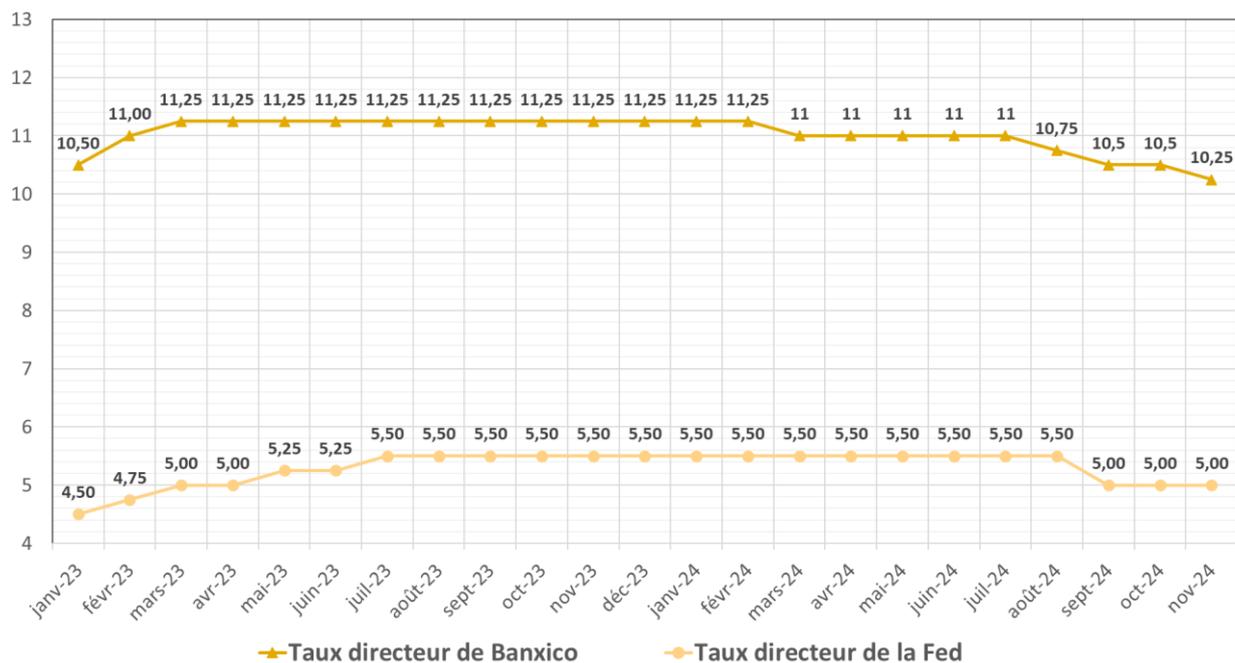
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

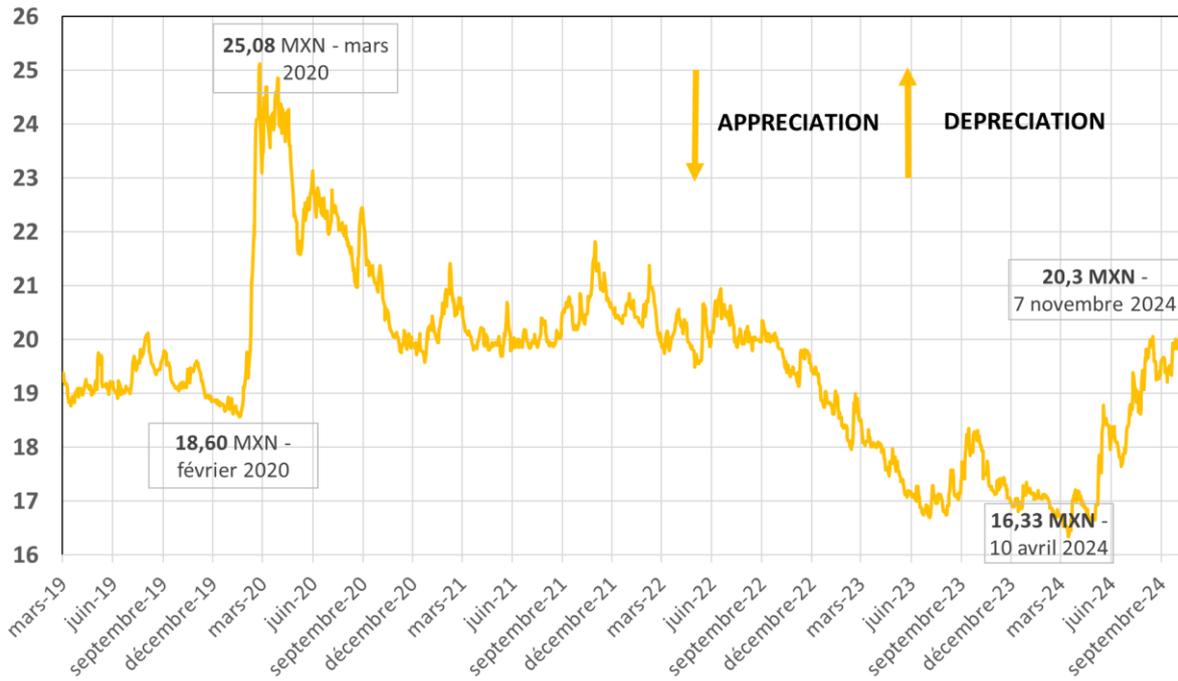


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

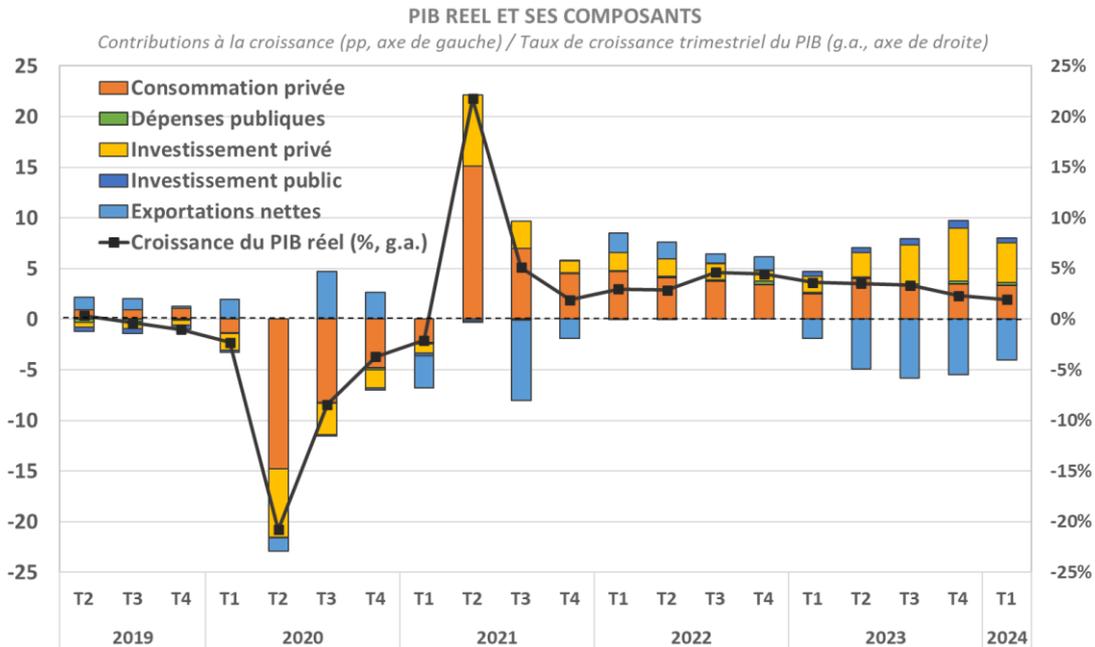
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550
oct-24	10,5	5,00	550
nov-24	10,25	5,00	525

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

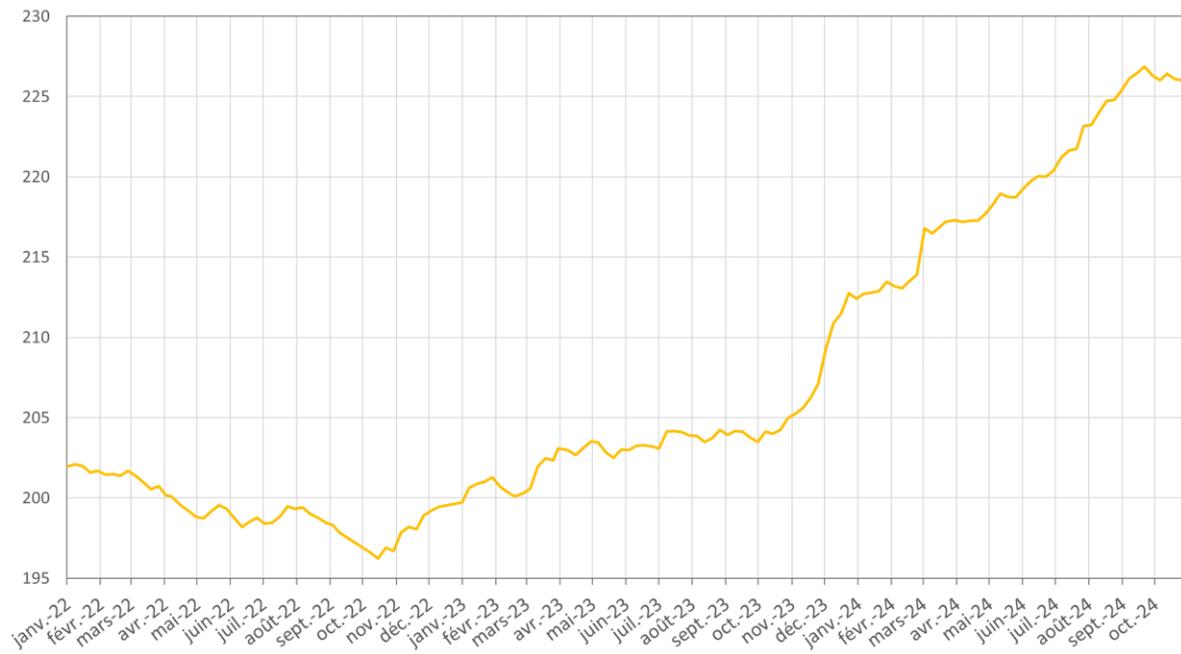


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr